

APERÇU GÉNÉRAL

2025

Rapport sur la technologie et l'innovation

Une intelligence artificielle inclusive
au service du développement



Nations
Unies

APERÇU GÉNÉRAL

2025

Rapport sur la technologie et l'innovation

Une intelligence artificielle inclusive
au service du développement



© 2025, Nations Unies

La présente publication est accessible en libre accès sous réserve du respect de la licence Creative Commons créée pour les organisations intergouvernementales, dont les conditions sont énoncées à l'adresse suivante : <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/>.

Les appellations employées dans le document et la présentation des données qui figurent sur les cartes n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention d'une entreprise ou d'un procédé breveté n'implique aucune approbation de la part de l'Organisation des Nations Unies.

La photocopie et la reproduction d'extraits sont autorisées à condition que la source soit indiquée précisément.

La présente publication a été revue par un service d'édition externe.

Publication des Nations Unies établie par la Conférence
des Nations Unies sur le commerce et le développement

UNCTAD/TIR/2025 (Overview)



Table des matières

Avant-propos Page iv

Introduction Page vii



Page 1

L'IA à la frontière
technologique



Page 7

Mettre l'IA au service
de la productivité et
de l'autonomisation
des travailleurs



Page 11

Se préparer à tirer parti
de l'IA



Page 17

Concevoir des politiques
nationales relatives à l'IA



Page 23

Parvenir à un
développement inclusif
et équitable de l'IA
par la collaboration
mondiale





Avant-propos

Les technologies d'avant-garde, en particulier l'intelligence artificielle, redéfinissent le fonctionnement des économies et des sociétés. Elles se diffusent largement et si rapidement que de nombreux États n'ont souvent même pas la capacité de réagir. Dans le *Rapport sur la technologie et l'innovation 2025 : Une intelligence artificielle inclusive au service du développement*, la CNUCED fait le point sur l'intelligence artificielle dans toute sa complexité pour aider les décideurs à concevoir des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation grâce auxquelles le progrès technique pourra profiter à tous.

L'intelligence artificielle offre un moyen d'atteindre plus rapidement les objectifs de développement durable. Cependant, si elle n'est pas répartie équitablement, et si elle n'est pas guidée par des principes d'éthique et de transparence, sa diffusion risque d'aggraver les inégalités existantes. Dans son rapport, la CNUCED analyse les exigences à satisfaire et les mesures à mettre en œuvre, depuis la phase de mise au point d'une technologie jusqu'à celle de son adoption, pour que le progrès technique soit inclusif et contribue à un développement durable.

À cette fin, une stratégie multidimensionnelle et fondée sur des données factuelles, s'impose. Faisant intervenir trois leviers d'action, à savoir l'infrastructure, les données et les compétences, cette stratégie tient compte



de la situation socioéconomique dans son ensemble et met en évidence la nécessité de construire des infrastructures résilientes et de faire en sorte que l'industrialisation et l'innovation soient inclusives et durables.

Dans son rapport, la CNUCED commence par expliquer que les activités de développement des technologies d'intelligence artificielle sont très concentrées : elles sont le fait de quelques entreprises, dans un petit nombre de pays. Elle montre que les différences en dotation d'infrastructures numériques risquent de creuser les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays. La CNUCED s'intéresse ensuite à la dynamique de la productivité et de la main-d'œuvre, en accordant une attention particulière à la croissance économique et au caractère décent du travail. Au niveau national, la CNUCED détermine les exigences à satisfaire et les mesures à prendre pour faciliter l'adoption, l'adaptation et le développement de l'intelligence artificielle. Au niveau international, elle examine la possibilité de régir l'intelligence artificielle par des dispositions mondialement applicables, qui fassent de celle-ci l'instrument d'un développement inclusif et équitable, et insiste sur la nécessité d'une collaboration internationale.

Par le passé, le progrès technique a prouvé qu'il pouvait être un moteur de croissance économique. Cependant, il ne peut, à lui seul, garantir une répartition équitable des revenus ni favoriser un développement humain inclusif. Un renforcement de la coopération internationale permettrait de faire passer l'aspect humain avant l'aspect technologique. Les pays pourraient créer ensemble un cadre mondial pour l'intelligence artificielle, lequel tendrait avant tout à une prospérité partagée, établirait l'existence de biens publics et placerait l'humain au centre du développement de l'intelligence artificielle.



Rebeca Grynspan
Secrétaire générale de la CNUCED







Faire que l'intelligence artificielle tende vers une prospérité partagée

▼
L'IA bouleverse l'économie et la société ; sera-t-elle à l'origine de progrès durables ou aggravera-t-elle les inégalités existantes ?

▼
Il est essentiel que les pays collaborent afin que les avantages tirés de l'IA profitent à tous et que l'aspect humain prévale sur l'aspect technologique.

Les technologies d'avant-garde, en particulier l'intelligence artificielle (IA), transforment profondément nos économies et nos sociétés, en redéfinissant les procédés de production et en faisant évoluer le marché du travail ainsi que nos modes de vie et d'interaction. L'IA permettra-t-elle d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) plus rapidement ? Ou creusera-t-elle les inégalités et les groupes défavorisés seront-ils encore un peu plus laissés de côté ? Comment les pays en développement peuvent-ils se servir de l'IA pour se développer de façon durable ?

À ce jour, l'IA est la première technologie qui puisse prendre des décisions et former des idées par elle-même. En cela, elle se distingue des technologies traditionnelles et remet en cause la notion de neutralité technologique. En outre, elle se développe si rapidement qu'elle laisse les pouvoirs publics incapables de réagir efficacement. Le Rapport sur la technologie et l'innovation 2025 est destiné à guider les décideurs dans le monde complexe de l'IA et à les aider à concevoir des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) qui permettront que le progrès technique profite à tous.

Les inégalités numériques sont déjà grandes, et l'IA pourrait encore les creuser. C'est pourquoi il importe que le développement de l'IA repose sur les principes d'inclusion et d'équité, et que l'aspect humain prévale sur l'aspect technologique. Les technologies de l'IA devraient, non pas remplacer, mais aider les humains dans leur travail, et la production devrait être réorganisée afin que les avantages tirés de l'IA soient partagés équitablement entre les pays, les entreprises et les travailleurs. Il importe également de renforcer la collaboration internationale pour une gouvernance inclusive de l'IA.

Le Rapport est divisé en cinq chapitres :

- 1 L'IA à la frontière technologique
- 2 Mettre l'IA au service de la productivité et de l'autonomisation des travailleurs
- 3 Se préparer à tirer parti de l'IA
- 4 Concevoir des politiques nationales relatives à l'IA
- 5 Parvenir à un développement inclusif et équitable de l'IA par la collaboration mondiale





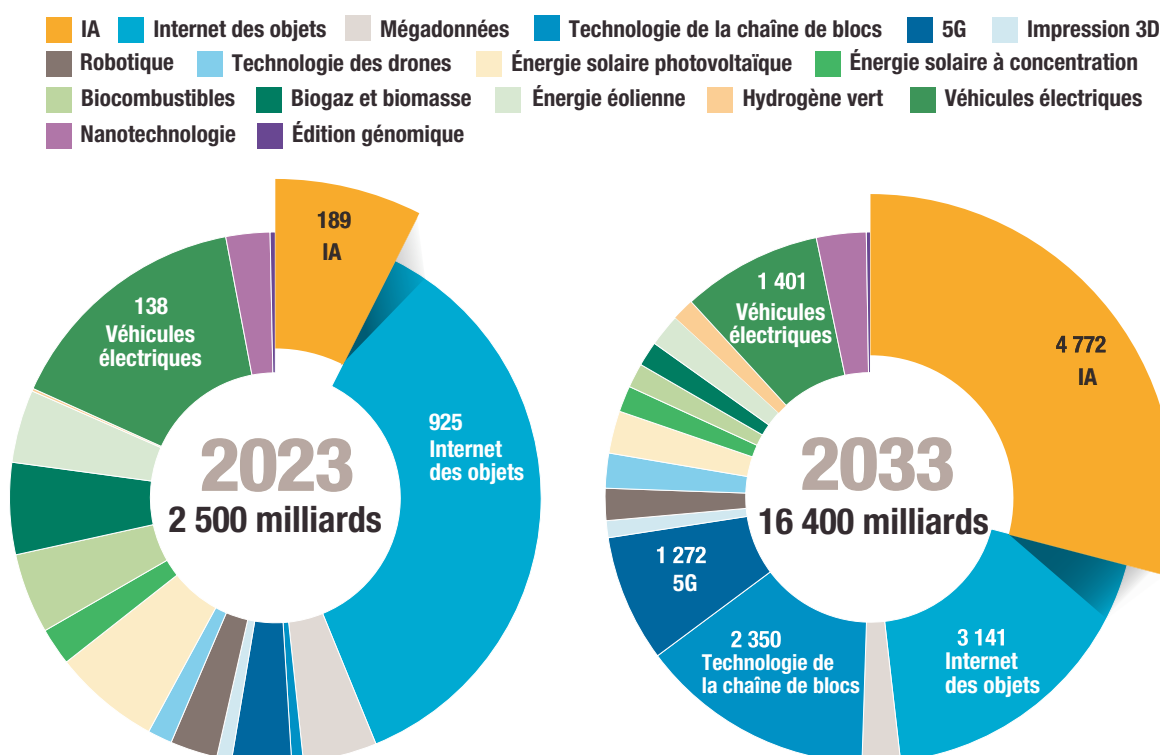
1

L'IA à la frontière technologique



En 2023, le marché des technologies d'avant-garde était estimé à 2 500 milliards de dollars. Ce montant devrait être multiplié par six et atteindre 16 400 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie (fig. 1). D'ici à 2033, le marché de l'IA devrait avoisiner 4 800 milliards de dollars et être l'élément dominant du marché des technologies d'avant-garde. Sous l'effet d'avancées constantes, l'IA devient plus puissante et plus efficace, si bien qu'elle est adoptée dans de nombreux secteurs et utilisée à de nombreuses fins commerciales, notamment pour la création de contenus, l'élaboration de produits, le codage automatisé et le service personnalisé à la clientèle.

Figure 1
Croissance rapide des technologies d'avant-garde
 (Estimation de la taille du marché, en milliards de dollars)



Source : CNUCED, d'après diverses études de marché en ligne.

Note : Les données relatives à la taille du marché rendent compte du produit de la vente de biens et de services.

Actuellement, les principaux fournisseurs de technologies d'avant-garde font partie des plus grandes entreprises mondiales en valeur boursière. Apple, Nvidia et Microsoft ont chacun une capitalisation boursière de plus de 3 000 milliards de dollars, ce qui est presque équivalent au produit intérieur brut (PIB) du continent africain ou du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, la sixième économie mondiale¹. Les cinq plus grandes entreprises sont américaines, et trois grands fabricants de puces – Nvidia, Broadcom et TSMC² – figurent parmi les dix plus grandes entreprises mondiales. Presque toutes ces entreprises travaillent sur des technologies d'avant-garde et investissent massivement dans l'IA (fig. 2).

¹ Le PIB est une variable de flux et la capitalisation boursière est une variable de stock. Leur comparaison n'est faite qu'à titre illustratif, pour montrer l'importance des principales entreprises technologiques.

² Nvidia et Broadcom (États-Unis), TSMC (Province chinoise de Taïwan).

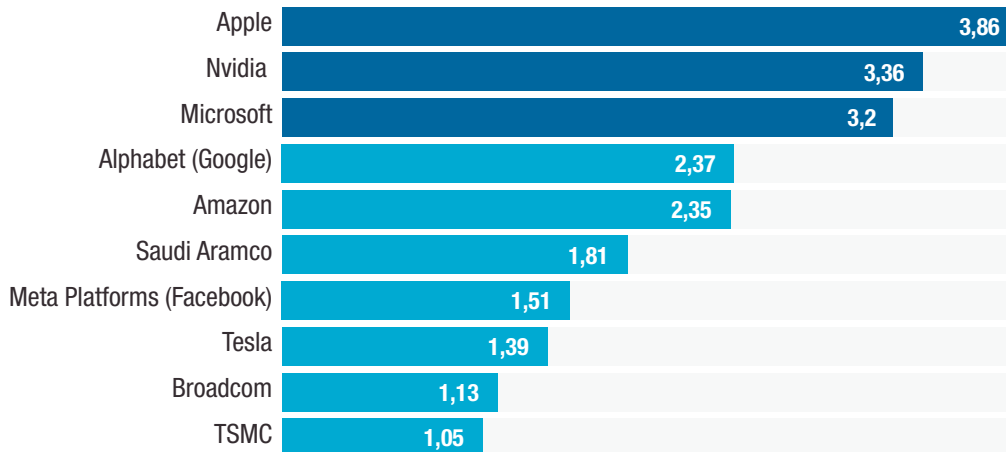


Figure 2

Emprise des géants de la technologie sur le marché

Classement des dix plus grandes entreprises mondiales cotées par capitalisation boursière

(En milliers de milliards de dollars)



Source : CNUCED, d'après des données de Companies Market Cap.

Note : Principales entreprises mondiales cotées, par capitalisation boursière, à la fin de l'année 2024.

En outre, les investissements dans la recherche-développement sont très concentrés. En 2022, 40 % des activités de recherche-développement ont été menées par une centaine d'entreprises. Près de la moitié de ces entreprises, en tête desquelles se trouvaient Alphabet, Meta, Microsoft et Apple, avaient leur siège aux États-Unis. Quant aux entreprises chinoises, principalement représentées par Huawei et Tencent, leur part a été de 13 % environ, contre 2 % dix ans plus tôt. La Chine a ainsi dépassé les pays qui investissaient généralement le plus dans la recherche-développement, comme l'Allemagne, le Japon, la République de Corée, la Suisse et le Royaume-Uni (fig. 3). Aucune des 100 entreprises qui investissent le plus dans la recherche-développement ne se trouve dans un pays en développement, hors Chine. La concentration du marché, tant au niveau des entreprises qu'au niveau des pays, risque de creuser les inégalités technologiques mondiales, ce qui rendra encore plus difficile à ceux qui sont à la traîne de rattraper leur retard.

Dans le secteur de l'IA, les inégalités sont importantes entre les pays développés et les pays en développement. Si l'on considère l'infrastructure, par exemple, les États-Unis possèdent environ un tiers des 500 superordinateurs les plus rapides au monde et plus de la moitié de la puissance de calcul globale. En outre, la plupart des centres de données se trouvent sur leur territoire. À l'exception du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de la Fédération de Russie, les pays en développement peinent à adopter et à développer les technologies d'IA, par manque d'infrastructures. En ce qui concerne l'IA, les inégalités s'observent aussi dans les fournisseurs de services, les investisseurs et la création de connaissances.



La concentration du marché risque de creuser les inégalités technologiques, ce qui rendra difficile à ceux qui sont à la traîne de rattraper leur retard



En ce qui concerne l'IA, les inégalités sont grandes entre les pays développés et les pays en développement

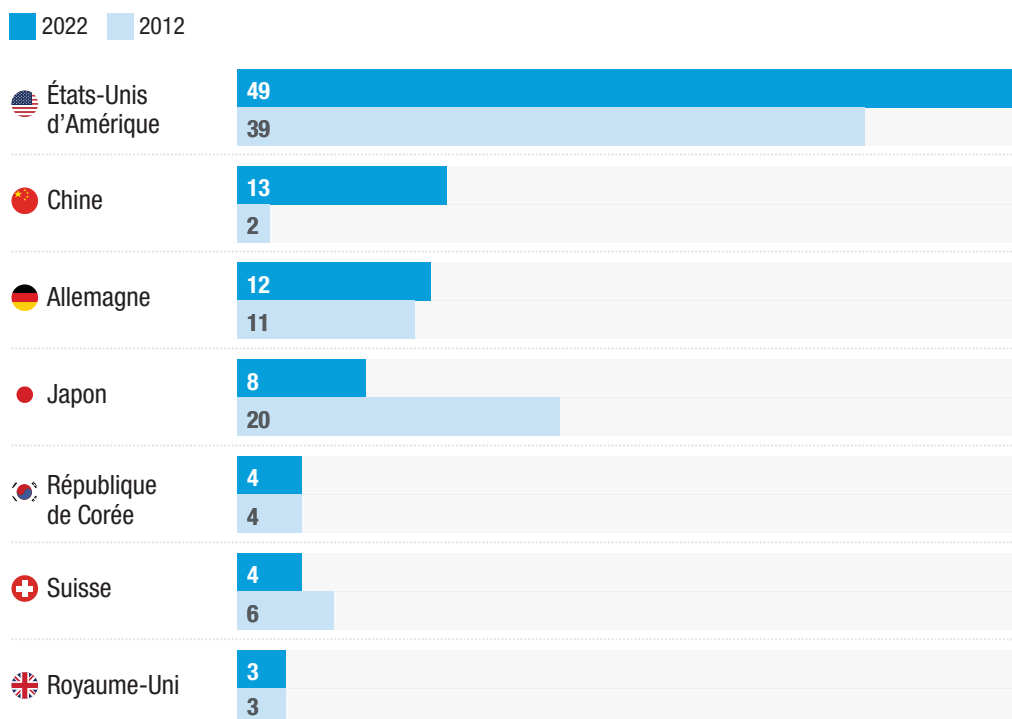




Figure 3

Les activités de recherche-développement sont concentrées dans quelques pays

(Part des investissements des 100 entreprises mondiales qui investissent le plus dans la recherche-développement, par pays et en pourcentage)



Source : Tableau de bord de l'UE sur les investissements en recherche-développement par secteur, 2023 (Centre commun de recherche, 2023).



L'IA est riche de promesses de développement, mais présente aussi des risques. Pour qu'elle soit au service d'un développement durable et inclusif, il faut que les décideurs soient bien informés.

Polyvalente, l'IA interagit avec d'autres technologies et transforme la manière dont les travaux de recherche et d'innovation sont menés, ses applications étant diverses et variant selon les activités. Elle ouvre grand la voie vers la croissance et vers la réalisation des ODD aux entreprises et aux pays. Cependant, elle présente des risques et soulève des questions éthiques. Les décideurs doivent en savoir plus sur l'IA s'ils veulent profiter de ses atouts et éviter ses périls afin de parvenir à un développement durable et inclusif.

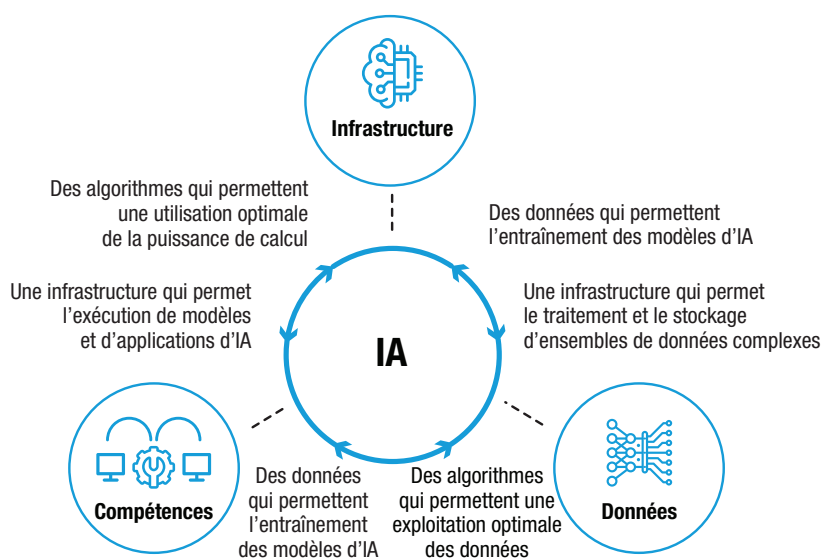
Il ressort de l'examen des dernières décennies que les transformations induites par l'IA font intervenir trois grands leviers d'action : l'infrastructure, les données et les compétences (fig. 4).

- Infrastructure** : En la matière, les besoins vont au-delà du simple accès à l'électricité et à Internet, et s'étendent à la puissance de calcul et aux capacités des serveurs, qui sont nécessaires au traitement des données, à l'application des algorithmes et à l'exécution des modèles.
- Données** : Essentielles à l'entraînement, à la validation et à la mise à l'essai des algorithmes, les données permettent aux systèmes d'IA de classer les intrants, de produire des extrants et de faire des prévisions. De leur qualité, de leur diversité et de leur neutralité dépendent l'efficacité et la fiabilité des systèmes d'IA.
- Compétences** : Très diverses, les compétences vont de l'aptitude à exploiter et à traiter les données jusqu'aux compétences techniques avancées qui sont nécessaires à l'élaboration d'algorithmes, de la maîtrise de l'analyse des données jusqu'à l'intégration de connaissances de domaine pour la résolution de problèmes complexes.



Les interactions et synergies entre ces trois leviers d'action peuvent accélérer le développement de l'IA. Dans son rapport, la CNUCED recoupe les éléments factuels et formule des recommandations.

Figure 4
Les synergies entre les trois leviers d'action peuvent accélérer le développement de l'IA



Source : CNUCED.

Le développement rapide de l'IA dépend de trois leviers d'action – l'infrastructure, les données et les compétences – qui peuvent favoriser l'innovation continue

La prochaine révolution industrielle peut offrir un avenir plus inclusif, grâce à la collaboration homme-machine, à la durabilité et à la personnalisation – à la condition d'être menée judicieusement



▼
Les
technologies
d'avant-garde
pourraient
réduire
l'avantage
comparatif
que procure
aux pays en
développement
le faible coût
de leur main
d'œuvre

► **Servir à la fois les intérêts privés et l'intérêt public –**

L'avenir de la technologie dépend de plus en plus de grandes entreprises, dont les motivations commerciales ne sont pas toujours en accord avec l'intérêt public. Les pouvoirs publics doivent réfléchir à des politiques et à des dispositions légales et réglementaires qui soutiennent le développement technologique et en fassent un instrument d'inclusion et de prospérité pour tous.

► **Augmenter les capacités humaines –**

Les technologies d'avant-garde ont besoin de beaucoup de capitaux, mais pourraient nécessiter moins de main-d'œuvre. De nombreux pays en développement pourraient voir l'avantage comparatif que leur procure le faible coût de leur main-d'œuvre s'éroder et l'acquis des dernières décennies être remis en question. Néanmoins, avec l'adoption de mesures appropriées, l'IA pourrait, non pas remplacer, mais renforcer les capacités humaines et aider les pays en développement à rester compétitifs.

► **Trois leviers d'action –**

Pour que l'IA soit à l'origine de transformations en cascade, trois éléments jouent un rôle déterminant : l'infrastructure, les données et les compétences. Ils permettent d'apprécier le degré de préparation d'un pays à l'IA, d'élaborer des politiques industrielles et des politiques d'innovation efficaces et de renforcer la gouvernance et la collaboration dans le domaine de l'IA au niveau mondial.





2

**Mettre l'IA au service de la productivité
et de l'autonomisation des travailleurs**



▼
**Contrairement
 aux technologies
 précédentes,
 l'IA peut
 transformer
 diverses tâches
 cognitives
 autrefois
 réservées à
 des travailleurs
 très qualifiés**

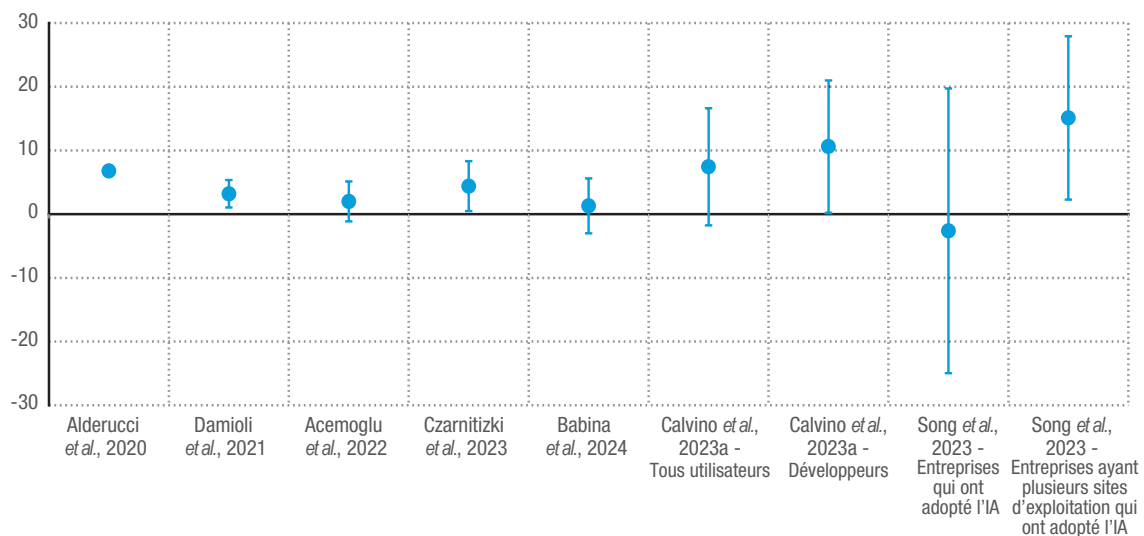
Contrairement aux vagues technologiques précédentes, qui automatisaient principalement des activités routinières et nécessitant peu de qualifications, l'IA peut transformer des tâches très diverses, y compris des tâches cognitives autrefois considérées comme réservées à des travailleurs très qualifiés. L'IA générative, par exemple, peut générer des textes, produire des images et des vidéos, écrire des codes informatiques et établir des schémas complexes de données pour la prestation de services fondés sur la connaissance.

Selon les études déjà menées sur le sujet, les entreprises qui utilisent l'IA, notamment celles qui emploient des travailleurs qualifiés et qui sont actives dans les secteurs de services, peuvent accroître sensiblement leur productivité (fig. 5). Cependant, les estimations varient beaucoup en ce qui concerne ces gains de productivité, car toutes les entreprises n'ont pas les mêmes capacités de tirer parti de l'IA. En outre, beaucoup des études existantes portent sur des entreprises qui ont été parmi les premières à adopter l'IA, qui se trouvent dans des pays développés et pour lesquelles il existe des données détaillées. Il reste donc à savoir si des gains de productivité comparables peuvent être observés parmi les entreprises qui ont adopté l'IA plus tardivement, en particulier dans les pays en développement.



Figure 5
L'utilisation de l'IA peut améliorer la productivité du travail dans une entreprise

(Variation de la productivité, en pourcentage)



Source : CNUCED (voir la bibliographie dans le Rapport).

Note : Les points de mesure correspondent aux effets moyens estimés à partir des études mentionnées, exprimés sous la forme de variations en pourcentage par approximation logarithmique ; les traînes correspondent à un intervalle de confiance de 95 %.

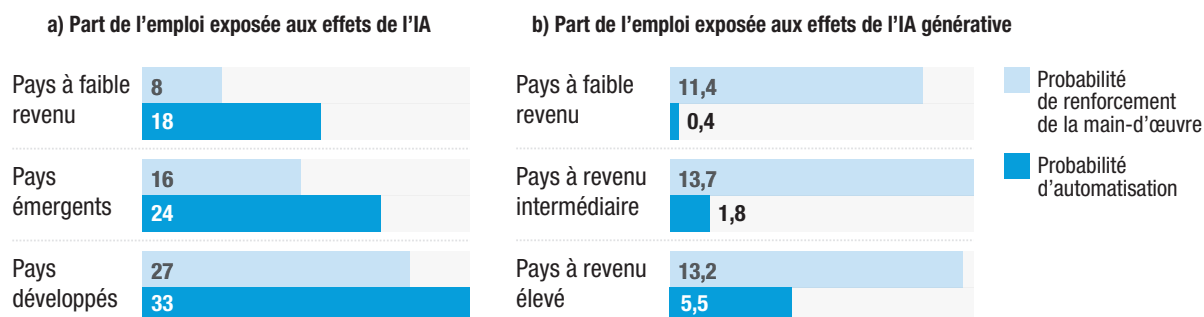
L'utilisation de l'IA pourrait influencer sur 40 % de l'emploi mondial. Dans les économies avancées, un tiers des emplois pourraient être automatisés et 27 % environ, être « augmentés », c'est-à-dire faire l'objet d'un renforcement, plutôt que d'un remplacement, des capacités humaines. Les travailleurs des pays développés sont plus vulnérables, car leurs emplois sont plus nombreux à comporter des tâches cognitives. Il reste que les pays développés sont mieux à même que les pays émergents et les pays à faible revenu d'exploiter les atouts de l'IA (fig. 6). Les mêmes observations peuvent être faites en ce qui concerne les effets de l'IA générative. Il se pourrait toutefois que l'IA générative entraîne un renforcement de la main-d'œuvre plutôt qu'une automatisation des tâches, en particulier dans les pays à faible revenu ou les pays à revenu intermédiaire.

▼
**Les pays
 développés sont
 plus exposés
 aux effets de l'IA,
 mais ont aussi
 plus de chances
 de tirer parti de
 ses atouts, car
 l'IA générative a
 plus de chances
 d'aboutir à un
 renforcement de
 la main-d'œuvre**



Figure 6 Pour les pays développés, l'IA s'accompagne à la fois d'un risque d'automatisation plus élevé et de plus grandes possibilités de renforcement de la main-d'œuvre

(Part de l'emploi exposée aux effets de l'IA, par groupe de pays ; en pourcentage)



Source : Calculs de la CNUCED, d'après Cazzaniga *et al.*, 2024, et Gymrek *et al.*, 2023 (voir la bibliographie dans le Rapport).

Note : Les données sont issues de 125 pays dans la colonne a) et de 59 pays dans la colonne b). Pour les pays à revenu intermédiaire, les chiffres correspondent à la moyenne des valeurs pour les pays à revenu intermédiaire supérieur et les pays à revenu intermédiaire inférieur, pondérée par le nombre de pays dans l'échantillon.

Si ce qui s'est passé avec les technologies polyvalentes précédentes peut être de quelque enseignement, il faudra peut-être des années, voire des décennies, pour que l'IA fasse pleinement sentir ses effets. Il faudra aussi du temps pour que les infrastructures, les données et les compétences nécessaires soient acquises. Des études de cas, dans les secteurs de l'agriculture, des activités manufacturières et des soins de santé, montrent que l'utilisation de l'IA peut augmenter la productivité et améliorer le bien-être humain (tableau 1). Elles expliquent comment les problèmes d'infrastructure, de données et de compétences peuvent être surmontés par une mise en œuvre judicieuse de l'IA et une collaboration entre les parties prenantes.

Il faudra peut-être des années avant que l'IA ne fasse sentir pleinement ses effets, et les résultats économiques à long terme restent très incertains

Tableau 1 Adoption de l'IA dans les pays en développement – études de cas

Secteur	Application de l'IA	Étude de cas
Agriculture	Lutte contre les parasites et les maladies	Tumaini et MkulimaGPT
	Prévision de rendement	Université normale de Beijing et Université d'agriculture de Chine du Sud
	Irrigation de précision	iFarming
Activités manufacturières	Automatisation de la production	Robot de soudage intelligent
	Maintenance prévisionnelle	Vestel Electronics
	Usines intelligentes	Tata Steel et Unilever
Soins de santé	Amélioration des diagnostics	Ubenwa et son appareil de radiologie portable
	Extension de la couverture sanitaire	mMitra et mDaktari
	Gestion et maîtrise des pandémies	Modélisation de la population des réfugiés

Source : CNUCED.

L'utilisation de l'IA peut être à l'origine d'un accroissement de la productivité et de l'augmentation des revenus de certains travailleurs, mais elle peut aussi détruire des emplois, en redéfinissant la dynamique de travail et en faisant évoluer la demande de main-d'œuvre. Jusqu'à présent, les avancées technologiques sont généralement allées dans le sens de l'automatisation et ont donc plutôt fait prévaloir le capital. Cependant, si elle est soutenue par des politiques efficaces et appliquée de façon stratégique, l'IA peut augmenter sensiblement les capacités des travailleurs.



ORIENTATIONS



Adapter les solutions aux infrastructures locales, utiliser de nouvelles sources de données, surmonter les problèmes de compétences et former des partenariats stratégiques sont autant de moyens d'accélérer l'adoption de l'IA dans les pays en développement



Une IA inclusive tend à autonomiser les travailleurs, à leur faire acquérir de nouvelles compétences et à les faire participer à l'élaboration d'outils d'IA qui préservent un travail utile

- ▶ **Dynamique complexe de la main-d'œuvre** – L'impact de l'IA sur le lieu de travail dépend de l'interaction complexe entre l'automatisation, l'augmentation et la création de nouvelles fonctions. Les décideurs doivent comprendre cette dynamique pour que les avantages tirés de l'IA soient répartis équitablement et que les transitions professionnelles soient facilitées.
- ▶ **Stratégies d'accélération** – Pour que l'IA soit adoptée plus rapidement dans les pays en développement, il faudrait adapter les solutions d'IA aux infrastructures locales, utiliser et combiner de nouvelles sources de données, simplifier les interfaces pour atténuer le problème posé par le manque de compétences, et former des partenariats stratégiques afin d'accéder aux ressources essentielles pour l'IA.
- ▶ **Associer les travailleurs et leur donner des moyens d'action** – Pour que l'IA soit inclusive, une attention particulière doit être accordée aux travailleurs et à leur développement professionnel. Cela suppose notamment d'apprendre aux travailleurs à se servir des outils numériques, d'aider ceux qui changent d'emploi à se former pour acquérir les compétences nécessaires et d'améliorer leurs compétences d'une manière générale grâce à des programmes de perfectionnement. En outre, les travailleurs devraient être associés à la conception et à la mise en œuvre d'outils d'IA qui leur laissent des attributions utiles.
- ▶ **Facteurs financiers** – Par le financement des activités de recherche-développement, la passation de marchés publics stratégiques et la mise en place d'incitations fiscales ciblées, il est possible de promouvoir des technologies d'IA qui complètent les capacités humaines. De meilleures perspectives d'emploi et une définition claire des possibilités d'évolution professionnelle peuvent atténuer le risque de fuite des cerveaux.





Se préparer à tirer parti de l'IA



▼
 L'indice de
 préparation aux
 technologies
 d'avant-garde
 établi par la
 CNUCED
 permet d'évaluer
 le degré de
 préparation des
 pays au moyen
 d'indicateurs clefs

Les pays en développement doivent se préparer au nouveau monde que l'IA et d'autres technologies d'avant-garde façonnent à grande vitesse. La CNUCED a mis au point un indice de préparation aux technologies d'avant-garde qui, grâce à un ensemble d'indicateurs, relatifs au déploiement des technologies de l'information et de la communication (TIC), aux compétences, à l'activité de recherche-développement, à la capacité industrielle et à l'accès au financement, permet d'apprécier le degré de préparation d'un pays aux technologies d'avant-garde de manière globale. Les pays développés d'Europe et d'Amérique du Nord dominent le classement de l'indice (tableau 2). Les pays en développement sont généralement moins bien classés, mais Singapour se distingue en cinquième position et obtient de bons résultats dans tous les domaines. Les pays du groupe BRICS sont également bien placés : la Chine occupe la 21^e place, la Fédération de Russie, la 33^e, l'Inde, la 36^e, le Brésil, la 38^e, et l'Afrique du Sud, la 52^e.



Tableau 2
Les pays développés sont mieux préparés aux technologies d'avant-garde
 Préparation aux technologies d'avant-garde, certains pays

Pays	Place dans le classement en 2024	Place dans le classement en 2022	Évolution	TIC – classement	Compétences classement	Recherche – développement classement	Capacité industrielle classement	Accès au financement classement
<i>Dix premiers pays</i>								
États-Unis	1	1	=	4	17	2	17	2
Suède	2	2	=	17	2	15	7	14
Royaume-Uni	3	3	=	18	12	6	14	17
Pays-Bas (Royaume des)	4	5	↑	3	6	13	11	31
Singapour	5	4	↓	12	5	20	4	11
Suisse	6	6	=	25	14	11	3	7
République de Corée	7	9	↑	14	32	4	13	5
Allemagne	8	7	↓	26	18	5	12	34
Irlande	9	12	↑	27	11	28	1	116
France	10	14	↑	7	21	8	24	19
<i>Certains pays</i>								
Chine	21	28	↑	101	64	1	6	3
Fédération de Russie	33	33	=	41	29	17	72	63
Inde	36	48	↑	99	113	3	10	70
Brésil	38	40	↑	38	59	18	50	41
Afrique du Sud	52	51	↓	76	71	41	55	27

Source : CNUCED.

On pourrait s'attendre à ce que les pays dont le PIB par habitant est plus élevé soient mieux préparés aux technologies d'avant-garde, et c'est bien ce qui ressort de l'observation de la situation générale. Cependant, comme il ressort de la figure 7, quelques pays obtiennent de bien meilleurs résultats que leur niveau de revenu ne le laisserait supposer, et auraient donc de grandes chances de pouvoir tirer parti des technologies d'avant-garde pour leur croissance économique et leur développement.

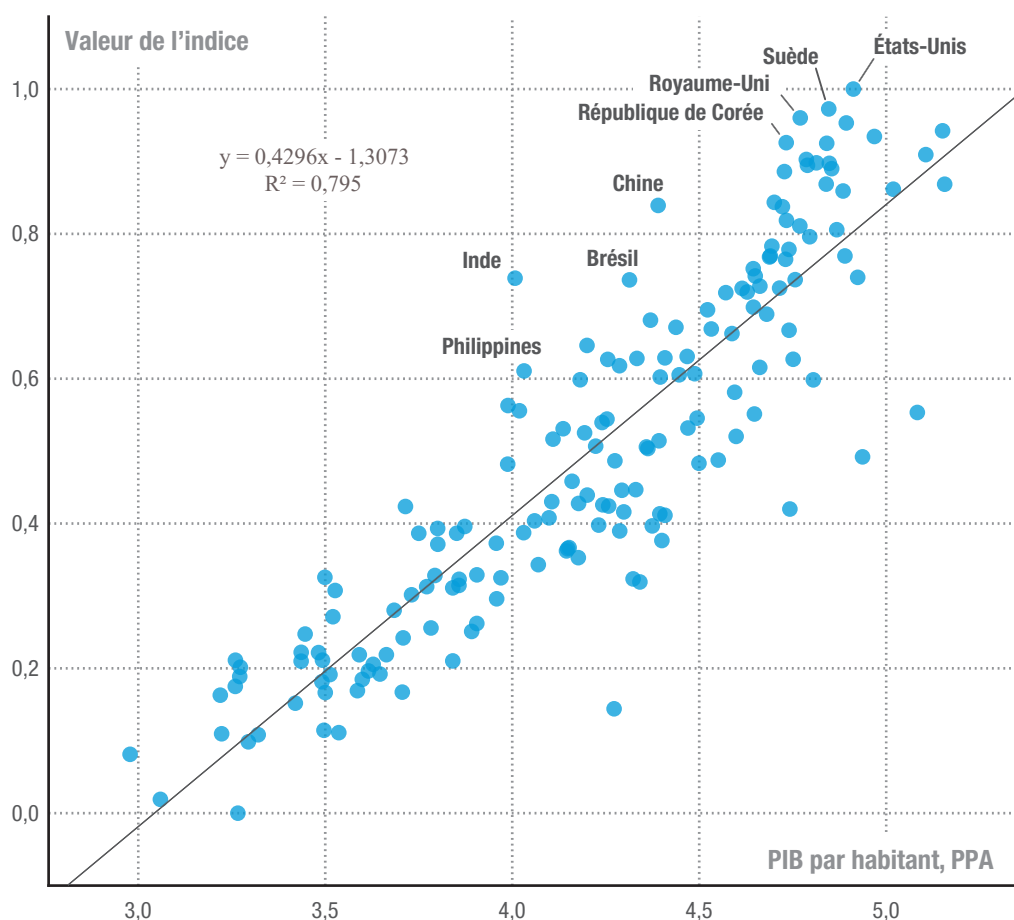


Les pays qui sont en tête du classement se caractérisent par des activités de recherche-développement plus importantes et une plus grande capacité industrielle, lesquelles leur permettent de ne pas accuser de retard technologique, voire d'être à la pointe de certaines technologies d'avant-garde. Cela prouve combien il importe que les pays s'efforcent d'améliorer leur écosystème d'innovation.



Figure 7
Le Brésil, la Chine, l'Inde et les Philippines sont les pays en développement les mieux préparés aux technologies d'avant-garde

(Corrélation entre la valeur de l'indice de préparation aux technologies d'avant-garde et le PIB par habitant)



Source : CNUCED.

Note : Le PIB par habitant est en dollars internationaux courants ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

À la consultation de l'indice de préparation aux technologies d'avant-garde peut s'ajouter une évaluation détaillée de l'état de préparation à l'adoption et au développement de l'IA, lequel dépend essentiellement de trois facteurs : l'infrastructure, les données et les compétences. Les pays peuvent être classés en quatre catégories en fonction de leurs capacités d'adoption et de développement (voir la figure 8). Il est ainsi possible d'établir la position actuelle d'un pays, de mettre en évidence ses points forts et ses points faibles et de déterminer les trajectoires de rattrapage qui s'offrent à lui par exemple, pour passer de la catégorie des retardataires à celle des utilisateurs, et de celle des utilisateurs à celle des chefs de file.

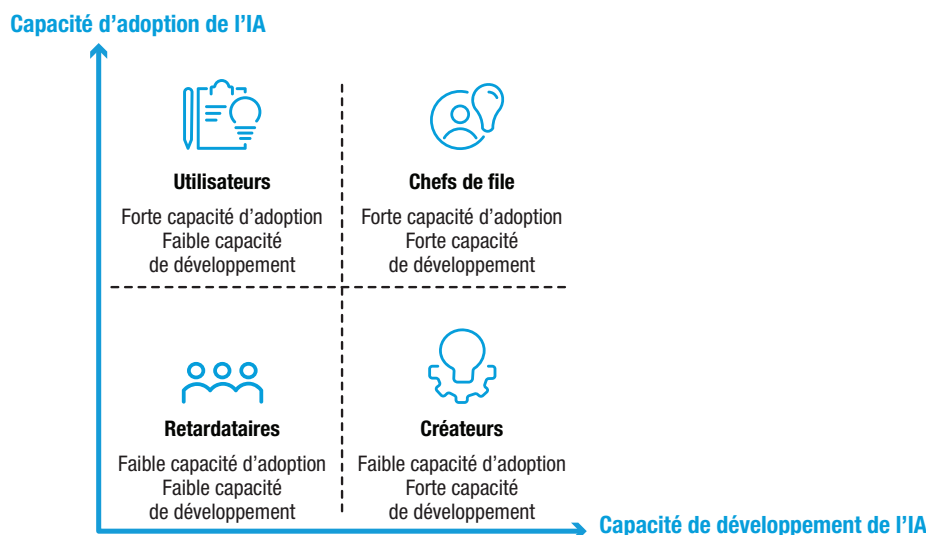


Certains pays obtiennent de meilleurs résultats que leur niveau de revenu ne le laisserait supposer, grâce à leurs activités de recherche-développement et à leur capacité industrielle, ce qui met en évidence la nécessité de renforcer les écosystèmes d'innovation





Figure 8
Classement des pays en fonction de leurs capacités d'adoption et de développement de l'IA



Source : CNUCED.



En classant les pays en fonction de leurs capacités d'adoption et de développement de l'IA, on peut mettre en évidence leurs points forts et leurs points faibles et déterminer les trajectoires de rattrapage qui s'offrent à eux

Le degré de préparation aux technologies d'avant-garde est évalué au moyen d'indicateurs indirects, qui couvrent un grand nombre de pays. L'évaluation peut ensuite être affinée par des examens détaillés de l'écosystème de la STI dans le pays considéré. Par exemple, dans la figure 9, qui concerne les compétences, la capacité d'adoption de l'IA est représentée par la proportion de la population en âge de travailler qui a fait des études supérieures et la capacité de développement de l'IA est représentée par la proportion de développeurs de la plateforme GitHub parmi la population en âge de travailler.

Le degré de préparation diverge selon les groupes de pays, et les pays les moins avancés (PMA) obtiennent de mauvais résultats au titre des deux indicateurs. Les pays développés obtiennent de meilleurs résultats que les pays en développement pour les deux indicateurs, à l'exception notable de Hong Kong (Chine) et de Singapour.





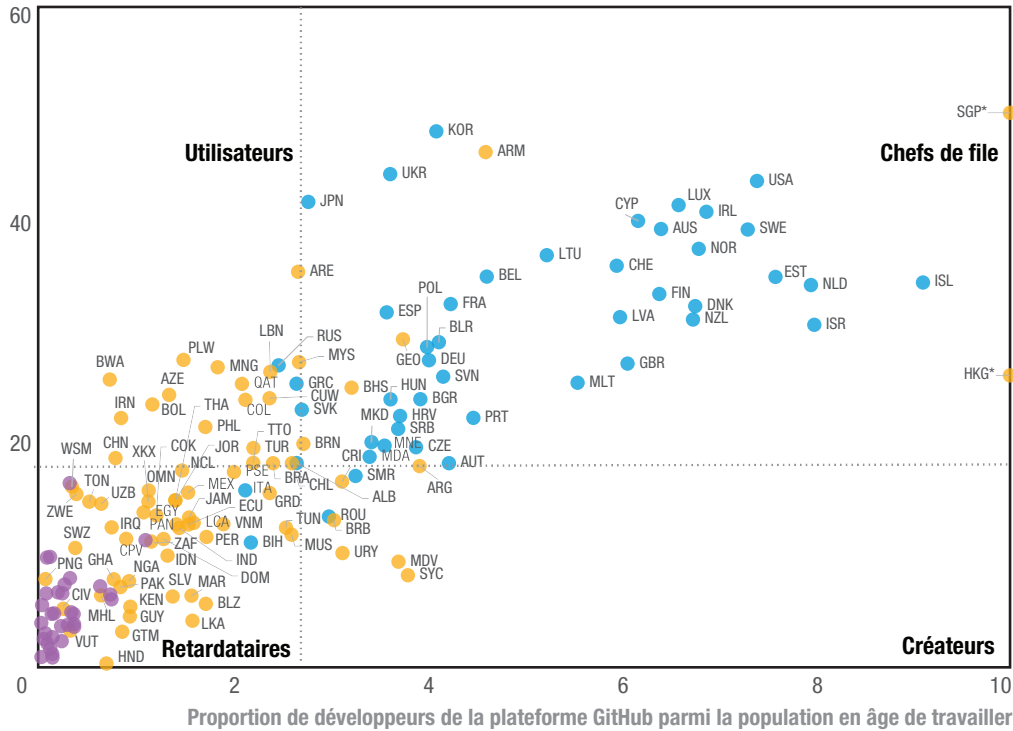
Figure 9

Les pays développés sont les mieux préparés à l'IA, du point de vue des compétences

(En pourcentage)

- Pays développés
- Pays en développement
- Pays les moins avancés

Proportion de la population en âge de travailler qui est titulaire d'un diplôme universitaire de troisième cycle



Source : CNUCED, d'après des données issues de la plateforme GitHub et de l'Organisation internationale du Travail.

Note : Les pays sont mentionnés selon les codes alpha-3 de l'Organisation internationale de normalisation.
* Hong Kong (Chine) et Singapour présentent des ratios très élevés de développeurs de la plateforme GitHub par rapport à la population en âge de travailler, de 25 % et de 27 % respectivement. Par souci de lisibilité, seules les valeurs égales ou inférieures à 10 % sont représentées.

La proportion de développeurs peut être faible dans certains grands pays, mais rester suffisante pour que ceux-ci puissent tirer parti de l'IA. Les États-Unis comptent le plus grand nombre de développeurs. Ils sont suivis de l'Inde et la Chine, où les développeurs représentent une proportion relativement faible de la population active, mais sont en nombre suffisant, ces deux pays étant les plus peuplés au monde. On peut donc dire que la taille d'un pays influe sur ses capacités d'adoption et de développement de l'IA.

Un positionnement stratégique, destiné à mettre l'IA au service du développement durable, peut être associé à une analyse des besoins afin de déterminer les mesures à prendre pour atteindre les objectifs voulus. En Afrique et en Asie du Sud-Est, des pays en développement ont renforcé leurs infrastructures pour faire progresser l'utilisation d'Internet et renforcer la connectivité transfrontière. La Chine a acquis un solide avantage en ce qui concerne l'accessibilité économique et la quantité des données. L'Inde, la Chine et le Brésil sont à l'origine de vastes viviers de développeurs. Pour mieux se préparer au progrès rapide de l'IA, les pays peuvent opter pour différentes politiques et trajectoires de rattrapage.



Les grands pays peuvent compter sur leur taille pour que s'offrent à eux des options stratégiques de profiter des avantages de l'IA





▼
Les pays devraient se rendre à même d'exploiter les possibilités offertes par l'IA en évaluant leurs capacités, en comprenant leurs besoins et en définissant des trajectoires de rattrapage pour atteindre leurs objectifs

- **Positionnement stratégique** – Les pays devraient se mettre en position stratégique d'exploiter les possibilités offertes par l'IA. Cela suppose qu'ils évaluent leurs capacités, au regard des trois facteurs déterminants que sont l'infrastructure, les données et les compétences, et qu'ils comprennent leurs besoins pour savoir sur quel plan ils doivent agir. Pour renforcer leurs capacités technologiques et productives de manière à atteindre les objectifs voulus, les pays peuvent emprunter différentes trajectoires de rattrapage.
- **Renforcement des systèmes d'innovation** – Les pays peuvent apprécier les avantages et les inconvénients que l'IA présentera pour eux, au moyen d'études d'impact et d'analyses prospectives, et déterminer les mesures à prendre pour renforcer leurs systèmes d'innovation. La CNUCED aide les pays en développement à évaluer les effets du progrès technique. Son programme d'examen des politiques de la STI contribue au développement des systèmes d'innovation nationaux.
- **Collaboration des pouvoirs publics et des parties prenantes** – Pour être fructueuse, la transformation structurelle nécessite une coopération entre les différents services de l'État, notamment les ministères chargés de la STI, de l'industrie et de l'éducation. Il est essentiel que les parties prenantes participent à l'élaboration de solutions d'IA qui contribuent à un développement durable et à la formulation de programmes dans le domaine de la STI qui soient en accord avec les objectifs nationaux.





Concevoir des politiques nationales relatives à l'IA

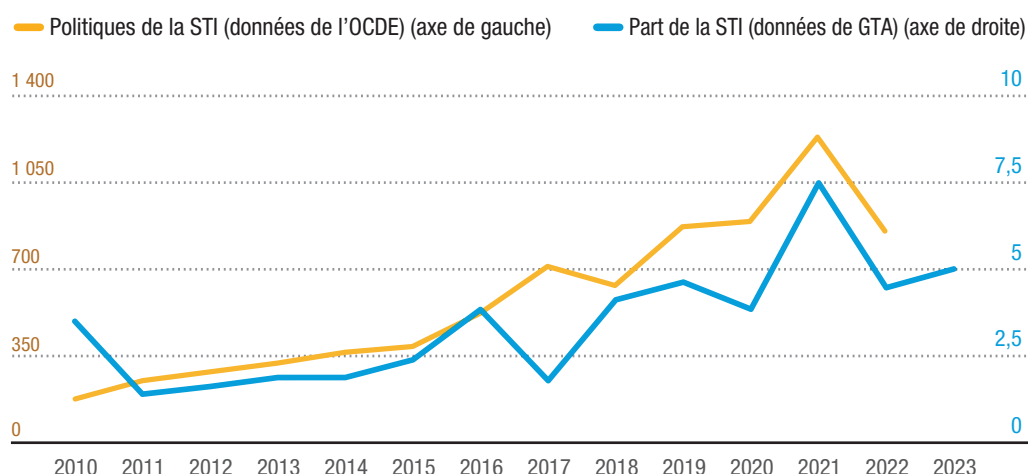


Les avancées des technologies numériques et l'évolution de l'économie mondiale offrent aux pays en développement de nouvelles possibilités de rattrapage. La compétitivité de ces pays et les politiques industrielles qui la guident devraient être de plus en plus centrées sur la technologie, l'innovation et les services à forte intensité de connaissances.

Depuis 2010, les politiques industrielles incluent une part croissante de mesures en lien avec la science, la technologie et l'innovation (fig. 10). En outre, on observe une augmentation générale des dépenses de recherche-développement, en part du PIB, du moins dans la plupart des pays développés. Cette augmentation est surtout le fait du secteur privé, même si certains pays ont consacré beaucoup plus de fonds publics aux activités de recherche-développement.



Figure 10
Importance de plus en plus grande de la STI dans les politiques nationales



Source : CNUCED, d'après des données de la plateforme Global Trade Alert (GTA) et la base de données de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur les politiques de la STI.

Note : La base de données sur les politiques de la STI tient compte des pays développés et d'une sélection de pays en développement.



Les technologies numériques ouvrent de nouvelles perspectives, en plaçant la technologie, l'innovation et les services à forte intensité de connaissances au cœur des politiques industrielles

Les politiques relatives aux technologies d'avant-garde et à l'IA donnent de nouvelles raisons d'être aux politiques industrielles. Elles permettent de corriger les défaillances du marché et répondent à l'incertitude qui entoure les résultats des activités de recherche-développement ainsi que la diffusion des nouvelles technologies, leur orientation et leurs effets sur l'économie.

À ce jour, la plupart des politiques relatives à l'IA ont été établies par des pays développés. À la fin de l'année 2023, environ deux tiers des pays développés disposaient d'une stratégie nationale dans le domaine de l'IA, et sur 89 stratégies nationales, seulement 6 avaient été élaborées par des pays relevant de la catégorie des PMA (fig. 11). Les politiques relatives à l'IA appliquées par les grandes puissances économiques peuvent avoir des retombées importantes, qui influent sur les moyens d'action des autres pays. Il est donc urgent que les pays en développement conçoivent et mettent en œuvre leurs propres stratégies dans le domaine de l'IA, en accord avec leurs objectifs et programmes de développement. Rien ne garantit qu'en suivant la voie tracée par d'autres, ces pays pourront répondre à leurs besoins prioritaires.

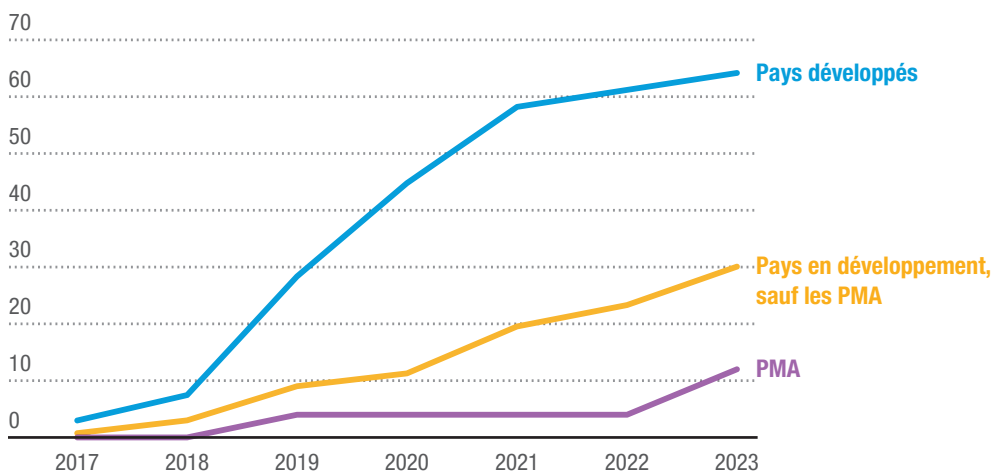




Figure 11 Peu de pays en développement ont des stratégies nationales dans le domaine de l'IA

(Part cumulée des pays qui ont une stratégie nationale dans le domaine de l'IA, par groupe de pays ; en pourcentage)

Pourcentage



Source : CNUCED, d'après des données issues de l'*Artificial Intelligence Index Report 2024* (Stanford, États-Unis).

Les politiques visant à l'adoption de l'IA sont un moyen de promouvoir l'adoption et la diffusion de technologies et de produits utilisant l'IA, tout en proposant des formations de perfectionnement des compétences ou de reconversion professionnelle aux travailleurs qui en subissent les effets. De leur côté, les politiques visant au développement de l'IA servent à déterminer les besoins auxquels un pays devra répondre pour rester à la pointe de la technologie, qu'il s'agisse de se doter d'infrastructures plus élaborées, de systèmes de données robustes ou de compétences et capacités supplémentaires.

Ces deux types de politiques ne s'excluent pas mutuellement ; les pays doivent savoir les concilier. Certains pays en développement opteront plus facilement pour une politique visant à l'adoption de l'IA, mais devront aussi élaborer des plans stratégiques à long terme pour le développement de l'IA.

Divers moyens d'action appliqués par des pays à différents stades de développement sont présentés dans le tableau 3. En outre, les politiques d'adoption et de développement de l'IA devraient être conçues et appliquées en fonction des particularités des pays en matière d'infrastructure, de données et de compétences.



Les pays développés sont à l'origine de la plupart des politiques relatives à l'IA ; les pays en développement doivent se hâter d'élaborer leurs propres stratégies, en fonction de leurs besoins et de leurs objectifs prioritaires



Tableau 3
Politiques nationales relatives à l'IA – études de cas

	Adoption (promouvoir l'adoption et la diffusion de l'IA)	Développement (cultiver la capacité de créer de nouvelles technologies et solutions d'IA)
Mesures générales	Mesures pour l'administration des services d'intelligence artificielle générative (Chine) Règlement sur l'intelligence artificielle (Union européenne) Loi instituant des mesures d'incitation à la production de semi-conducteurs et des mesures d'aide à la recherche scientifique (Creating Helpful Incentives to Produce Semiconductors (CHIPS) and Science Act) (États-Unis)	
Infrastructure	Inclusion numérique et connectivité (Brésil) Cyberagriculture (Côte d'Ivoire)	Infrastructure de calcul à haute performance (Japon) Loi relative aux semi-conducteurs (K-Chips Act) (République de Corée)
Données	Observatoire des données (Chili) Espace de données sur la mobilité (Allemagne) Règles déontologiques pour l'application de l'intelligence artificielle à la recherche biomédicale et aux soins de santé (Inde)	« Bac à sable » sur la protection de la vie privée, dès la conception et par défaut, dans les projets d'IA (Colombie) Fourniture de services d'analyse informatique des données (Singapour)
Compétences	Loi relative à la compétitivité de la main-d'œuvre dans le secteur numérique (Philippines) Plan national pour les compétences numériques (Espagne)	Programme national d'enseignement de l'informatique au collège (Ghana) Programme de recherche sur l'intelligence artificielle (Nigéria)

Source : CNUCED.

Le regain d'intérêt pour les politiques industrielles et les politiques de la STI ainsi que le développement rapide des capacités d'IA ont fait de l'élaboration de politiques relatives à l'IA l'une des priorités des décideurs. Les politiques relatives à l'IA sont essentielles pour mener à bien la transformation structurelle, accroître la productivité et prendre en considération les autres préoccupations sociétales, éthiques et environnementales résultant de la diffusion des technologies.

Des politiques équilibrées devraient à la fois encourager l'adoption de l'IA et planifier le développement technologique à long terme



- ▶ **Repenser les politiques industrielles** – L'accélération de la transition numérique et l'essor de l'IA exigent de nouvelles politiques industrielles. À l'heure où, dans l'économie mondiale, la création de valeur dépend de plus en plus des services à forte intensité de connaissances, les décideurs doivent réfléchir à la manière de contribuer à l'adoption et au développement de nouvelles technologies ainsi qu'à la création, à la diffusion et à l'absorption des connaissances productives.
- ▶ **Mobiliser tous les services de l'État** – Les stratégies nationales devraient tendre à une meilleure coordination entre différents domaines, notamment la STI, l'industrie, l'éducation, l'infrastructure et le commerce. En outre, les politiques relatives à l'IA ne devraient pas se limiter à des mesures d'incitation, telles que des déductions fiscales, mais inclure des dispositions réglementaires, concernant la protection du consommateur, les plateformes numériques et la protection des données, ainsi qu'un cadre de gouvernance et de contrôle du respect des politiques, qui permette d'orienter le progrès technique.

Les politiques doivent faire intervenir les trois leviers d'action :

- ▶ **Infrastructure** – Il est essentiel de moderniser l'infrastructure pour garantir un accès équitable à des éléments catalyseurs tels que l'électricité et Internet, favoriser l'adoption de l'IA et réduire les inégalités. La création de conditions économiques favorables peut inciter les acteurs du secteur privé à investir dans l'infrastructure. Les réseaux distribués et le partage de la puissance de calcul peuvent faciliter le développement de l'IA, mais il importe de s'assurer que les infrastructures et les systèmes sont interopérables et harmonisés entre eux.
- ▶ **Données** – L'ouverture et le partage des données peuvent améliorer leur intégration, leur stockage et leur accessibilité, et renforcer la collaboration. En diffusant de bonnes pratiques de collecte des données et en garantissant l'interopérabilité et l'accessibilité des données dans tout l'écosystème d'innovation, on peut promouvoir l'adoption et le développement de l'IA. Les questions touchant la protection de la vie privée, la responsabilité et la propriété intellectuelle doivent être examinées, afin que l'innovation aille de pair avec le respect des droits de l'homme.
- ▶ **Compétences** – Pour que l'IA soit largement adoptée, la population doit pouvoir acquérir les connaissances nécessaires, ce qui suppose notamment de faire figurer les sciences, la technologie, l'ingénierie, les mathématiques et l'IA dans les programmes d'enseignement, dès la petite enfance et jusqu'à la formation continue. Des partenariats entre le milieu universitaire et le secteur privé peuvent aider à former des talents dans le domaine de l'IA qui sauront répondre à des besoins sectoriels particuliers et stimuler le développement de l'IA.

▼
Le domaine de l'IA doit faire l'objet d'une stratégie qui mobilise tous les services de l'État, par laquelle les ministères uniformisent et coordonnent leurs actions, ainsi que d'une réglementation et d'une gouvernance qui permettent d'orienter le progrès technique





5

**Parvenir à un développement
inclusif et équitable de l'IA
par la collaboration mondiale**





La diffusion de l'IA fait sentir ses effets par-delà les frontières, ce qui rend nécessaire une gouvernance mondiale ; faire de l'IA un bien public exige une coopération entre les différentes parties prenantes

Un grand nombre des problèmes soulevés par l'IA peuvent être réglés au niveau national grâce à des mesures bien conçues. Cependant, l'IA faisant intervenir des biens incorporels et des services qui peuvent être reproduits et utilisés quasiment n'importe où, ses effets dépassent les frontières. Une collaboration internationale est donc nécessaire. Pour que l'IA devienne un bien public, les différentes parties prenantes doivent coopérer pour la rendre accessible et bénéfique pour tous, en encourageant une innovation inclusive qui permette de relever les défis mondiaux.

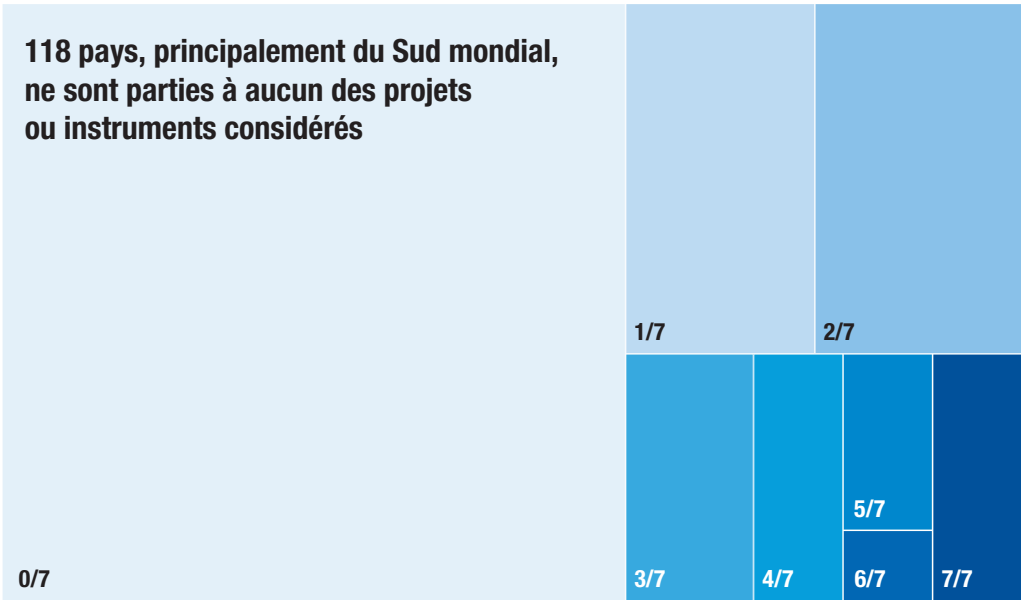
Aujourd'hui, l'IA est en grande partie contrôlée par les géants multinationaux de la technologie. Il est peu probable que ces entreprises fassent passer le bien de la société avant l'appât du gain, si elles ne sont soumises à aucun contrôle extérieur. Pour que l'IA soit au service de l'intérêt général, les pays doivent pouvoir guider son développement.

Au niveau mondial, le dispositif de gouvernance de l'IA consiste en divers cadres et projets encore inachevés. À la fin de l'année 2024, seuls les États du Groupe des Sept (G7) participaient aux principaux projets, et 118 pays, principalement du Sud mondial, en étaient tout simplement absents (fig. 12). Or, les pays en développement ont un rôle important à jouer dans l'utilisation de l'IA et leur représentation, paradoxalement limitée, risque de faire échouer tout projet de gouvernance mondiale dans ce domaine.



Figure 12
Les projets internationaux de gouvernance de l'IA sont principalement menés par les pays du G7

Participation du pays (nombre de projets, de zéro à 7)



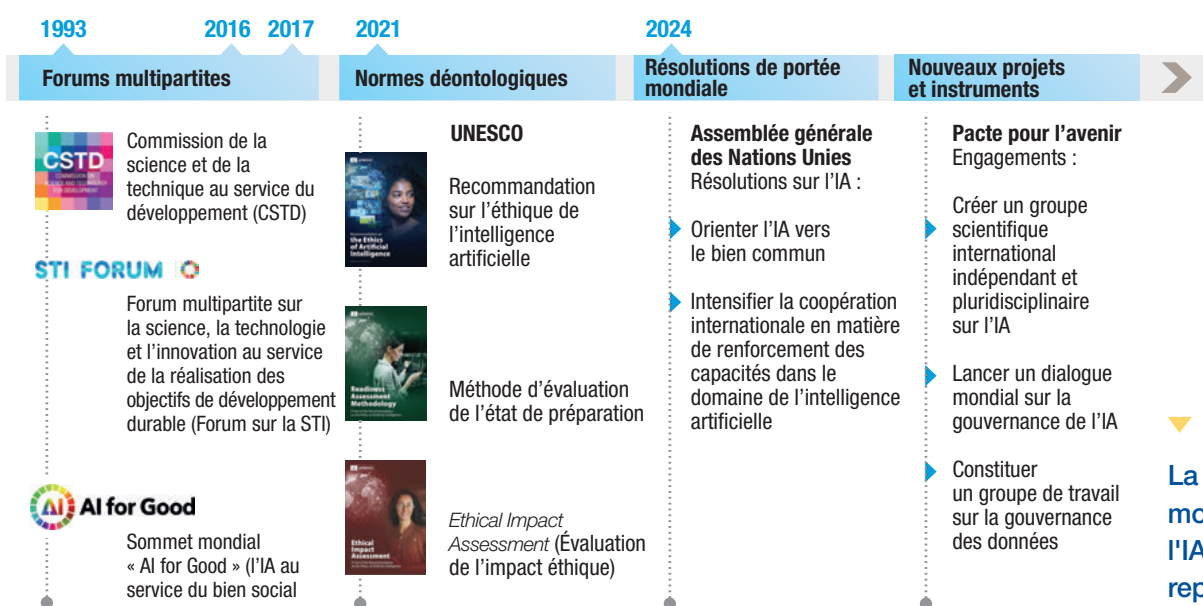
Source : CNUCED, d'après l'Organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle (Nations Unies, 2024).
Note : Ont été pris en considération les projets et instruments suivants : Principes de l'OCDE sur l'IA, 2019 ; Principes du G20 sur l'IA, 2019 ; Groupe de rédaction de la convention du Conseil de l'Europe sur l'IA, 2022-2024 ; Déclaration ministérielle du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle, 2022 ; Déclaration des dirigeants du G7 sur le Processus d'IA d'Hiroshima, 2023 ; Déclaration de Bletchley, 2023 ; Déclaration ministérielle de Séoul pour une IA sûre, novatrice et inclusive, 2024.

La gouvernance de l'IA est trop fragmentée ; la faible représentation des pays en développement pourrait compromettre l'efficacité d'une gouvernance de l'AI au niveau mondial



L'Organisation des Nations Unies (ONU) a beaucoup contribué aux travaux mondiaux sur la gouvernance de l'IA (fig. 13). En 2024, l'Assemblée générale a adopté deux résolutions importantes, l'une intitulée « Saisir les possibilités offertes par des systèmes d'intelligence artificielle sûrs, sécurisés et dignes de confiance pour le développement durable » et l'autre, « Intensifier la coopération internationale en matière de renforcement des capacités dans le domaine de l'intelligence artificielle ». En outre, le Pacte pour l'avenir insiste sur l'importance de la coopération internationale pour ce qui est de tirer parti de la STI et de réduire les inégalités, nationales et internationales, toujours plus grandes. À cette fin, les États membres se sont engagés à créer un groupe scientifique international indépendant de l'intelligence artificielle et à lancer un dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA. De son côté, la Commission de la science et de la technique au service du développement a constitué un groupe de travail chargé d'engager un dialogue multipartite approfondi et inclusif sur la gouvernance des données.

Figure 13
Principaux efforts de l'ONU pour une gouvernance mondiale de l'IA



Source : CNUCED.

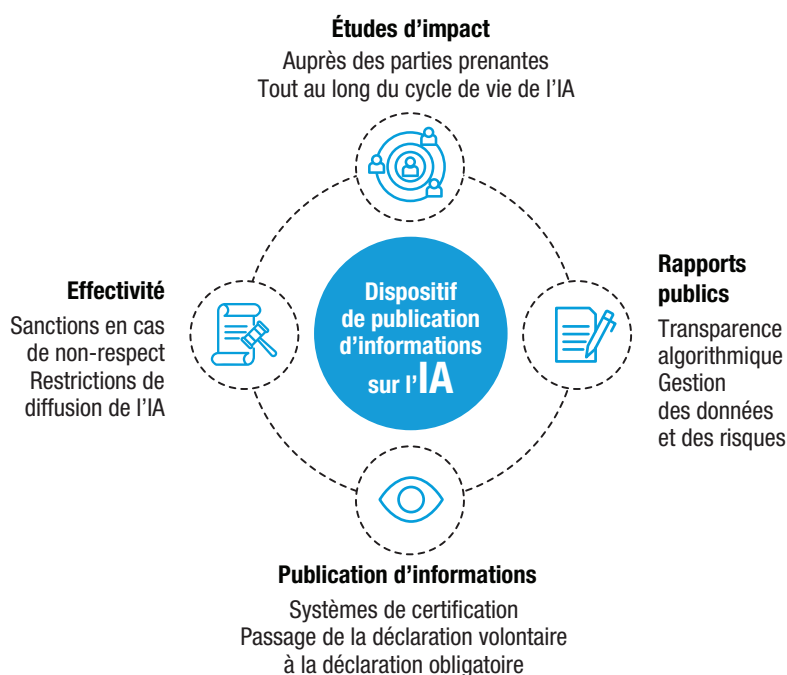
Dans les débats mondiaux sur la gouvernance de l'IA, le centre d'intérêt s'est déplacé de l'établissement de principes pour une approche centrée sur l'être humain vers l'adoption de dispositifs de gestion des systèmes d'IA d'avant-garde en fonction de l'analyse des risques – ce qui s'est accompagné de la demande croissante d'une participation plus active du secteur privé. Les entreprises doivent veiller au développement d'une IA sûre et digne de confiance, en accordant une attention particulière aux principes de transparence et de responsabilité tout au long du cycle de vie de l'IA. Pour que ces engagements se transforment en mesures concrètes et fructueuses, il convient d'établir des normes communes et des mécanismes d'application efficaces.

La gouvernance mondiale de l'IA tend à reposer sur des stratégies fondées sur les risques ; pour que l'IA puisse être utilisée de façon sûre, fiable, transparente et responsable, il faut des normes communes qui permettent son application efficace

Des études d'impact et des explications détaillées du fonctionnement des modèles d'IA peuvent améliorer le respect des principes de transparence et de responsabilité

- **Un cadre de responsabilité** – Un renforcement des obligations de publication d'informations auxquelles sont soumises les entreprises qui déploient des systèmes d'IA à grande échelle permettrait d'améliorer le respect des principes de transparence et de responsabilité. À cet égard, il sera possible de s'inspirer du modèle de gestion des questions d'environnement, de société et de gouvernance. Le modèle obtenu ferait intervenir des études d'impact tout au long du cycle de vie de l'IA et exigerait des explications détaillées du fonctionnement des systèmes d'IA. Une fois que des normes communes auront été établies, la certification pourrait ne plus être le résultat d'une déclaration volontaire, mais d'une déclaration rendue obligatoire et dont l'effectivité est contrôlée (fig. 14).

Figure 14
Création d'un dispositif de publication d'informations sur l'IA



Source : CNUCED.

- **Une approche multipartite** – Les obligations de publication d'informations sur l'IA doivent concilier l'innovation avec la sûreté publique et la confiance de la population. À cette fin, il est nécessaire d'adopter une approche multipartite, de manière à tenir compte de différents points de vue et à pouvoir s'adapter à l'évolution rapide des technologies. Une attention particulière devrait être accordée aux populations vulnérables, pour lesquelles la probabilité de subir les effets de l'IA est plus élevée que celle de profiter de ses avancées.

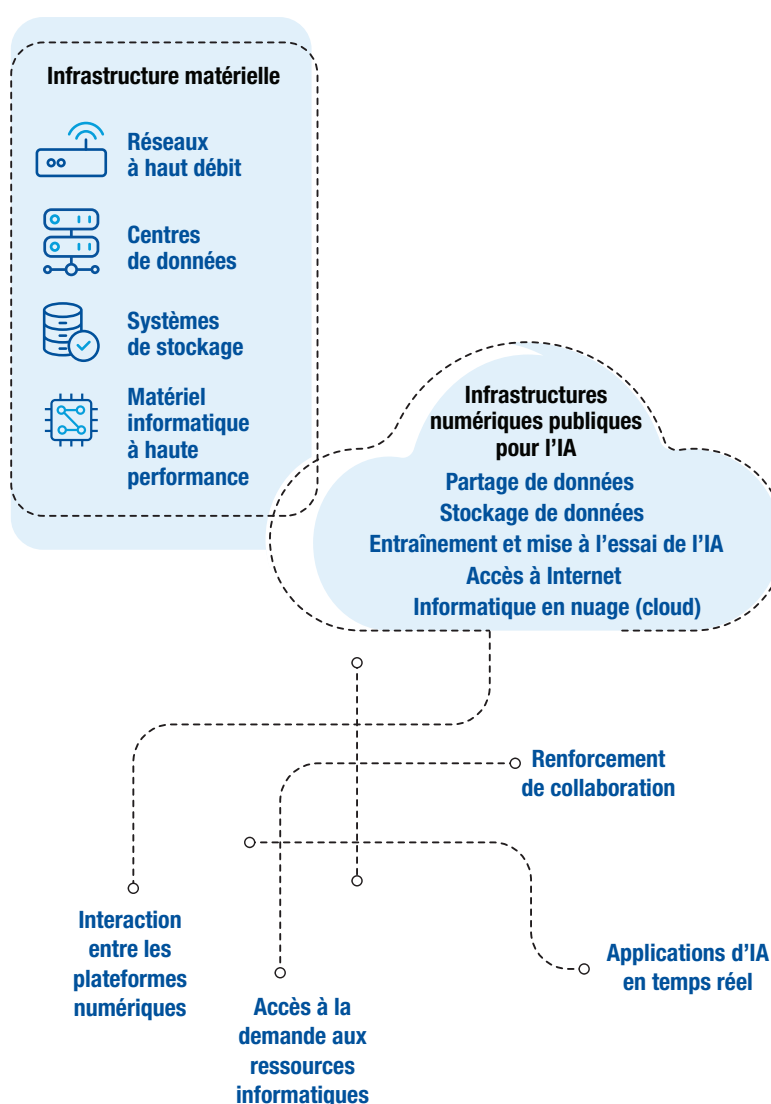


► Des infrastructures numériques publiques partagées –

Le partage d'équipements au niveau mondial, par exemple sur le modèle de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), peut être un moyen de fournir un accès équitable aux infrastructures d'IA. En outre, les pouvoirs publics peuvent collaborer avec le secteur privé, dans le cadre de partenariats, afin d'accélérer la création d'infrastructures numériques publiques pour l'IA dans les écosystèmes d'innovation locaux. Des infrastructures numériques publiques adaptées peuvent offrir des ressources et des services essentiels à l'adoption et au développement de l'IA (fig. 15).

Figure 15

Mettre en place des infrastructures numériques publiques pour l'IA



Source : CNUCED.



Un accès équitable aux infrastructures d'IA peut être facilité par le partage d'infrastructures publiques au niveau mondial





ORIENTATIONS



Les modèles d'innovation ouverte peuvent démocratiser les connaissances et favoriser une innovation inclusive dans le domaine de l'IA ; une coordination mondiale peut améliorer l'accès à ces connaissances, par l'intermédiaire de pôles de confiance qui offrent des garanties de qualité et de sécurité

- ▶ **Innovation ouverte** – L'utilisation de modèles d'innovation ouverte, tels que les données ouvertes et les sources ouvertes, peut démocratiser les connaissances et les ressources et favoriser une innovation inclusive dans le domaine de l'IA. La communauté internationale aurait intérêt à coordonner et à harmoniser les ressources précieuses, mais fragmentées, qui sont disponibles à partir de sources ouvertes à l'échelle mondiale. L'utilisation de référentiels connectés et interopérables selon des normes communes peut renforcer la base de connaissances mondiale et la rendre plus accessible, par l'intermédiaire de pôles de confiance qui offrent des garanties de qualité et de sécurité.
- ▶ **Création d'un pôle mondial** – Un centre-réseau, conçu sur le modèle du Centre-Réseau des technologies climatiques de l'ONU, pourrait servir de pôle mondial de renforcement des capacités dans le domaine de l'IA, en facilitant le transfert de technologies et en permettant de coordonner les services d'assistance technique aux pays en développement.
- ▶ **Collaboration Sud-Sud** – Le renforcement de la coopération scientifique et technologique dans le Sud mondial permettrait de rendre les pays en développement mieux à même de surmonter les obstacles généralement rencontrés dans le domaine de l'IA. Les mécanismes existants peuvent être utilisés pour l'échange de technologies, de données et de services d'IA et faciliter le partage et la coordination des dispositifs et des politiques. Par exemple, des dispositions relatives aux technologies et aux services d'IA pourraient être incorporées dans les accords commerciaux. Les institutions régionales peuvent contribuer à l'échange de bonnes pratiques et à l'élaboration de politiques cohérentes dans le domaine de l'IA.



La CNUCED est le principal organisme des Nations Unies chargé du commerce et du développement.

Elle s'emploie à garantir que les pays en développement bénéficient plus équitablement de la mondialisation de l'économie, en les faisant profiter de ses travaux de recherche et d'analyse sur les questions relatives au commerce et au développement, en leur apportant une assistance technique et en soutenant le mécanisme intergouvernemental de formation de consensus.

Avec 195 États membres, elle est l'une des plus grandes entités du système des Nations Unies.



Rapport sur la technologie
et l'innovation 2025